

René Frémont né à Québec, fut en 1856 le tout premier candidat républicain à la présidence des États-Unis. Il perdit de peu l'élection pour des raisons non politiquement correctes (!) évoquées par son adversaire. Lincoln, moins antiesclavagiste que notre quasi-compatriote, lui, parviendra à la présidence avec les suites qu'on connaît. Vous ne saviez probablement pas davantage que Nikolaus Otto, à défaut d'inventer l'auto, inventa tout de même le moteur à essence (1876). Par ailleurs, je vous le concède, vous saviez que Dunlop a inventé le pneu en 1888. Tout comme, j'imagine, vous vous doutiez qu'Elisha Otis fut le premier, en 1856, à doter un magasin de la Grosse Pomme d'un ascenseur sécuritaire. Cependant, vous ignoriez totalement qu'on doit le tramway à un ingénieur français vivant à New York qui a eu le génie d'imaginer des rails encastrés. Ce ne sont là que quelques exemples de détails passionnants dont regorge le volume qui se termine par ses lignes : « Souhaitons seulement que la cohérence du récit de l'histoire mondiale alimente la réflexion de ceux qui l'on parcouru en les convainquant que l'espace géographique est le grand "ordonnateur" et la grande matrice de l'histoire économique mondiale ». Bravo Luc-Normand! Tu m'as convaincu. J'invite les lecteurs d'*O&T* à l'être à leur tour. ■

Mario Polèse et Richard Shearmur

Économie urbaine et régionale

2^e édition, Paris, Économica, 2005, 376 p.

Après avoir publié la première édition il y a une dizaine d'années, Mario Polèse, chercheur depuis des lustres à l'INRS-Urbanisation, Culture et Société, a fait appel cette fois à son jeune collègue Richard Shearmur avec lequel il a déjà publié d'intéressants travaux sur le développement régional. Le questionnement que les deux auteurs soulèvent à travers leur dernier ouvrage représente bien l'intérêt de cette nouvelle édition. Pourquoi des entreprises s'installent dans une région et pas dans une autre ? Les villes sont-elles toujours des moteurs de développement ? Existe-t-il une taille urbaine optimale ? La théorie des pôles de croissance a-t-elle toujours son utilité ? Quelles sont les causes des disparités régionales ? Que peut faire l'État pour réduire les écarts économiques entre les régions ? Faut-il accepter le développement inégal comme une fatalité ? Pourquoi des initiatives de coopération et de mise en réseau réussissent-elles dans certains cas et pas dans

d'autres ? Ce sont là quelques exemples de questions que soulève cet ouvrage et auxquelles les auteurs cherchent à répondre sans prétendre être en possession tranquille de la vérité¹. En trouvant des éléments de réponse à ses propres questionnements, le lecteur se voit offrir l'occasion de se familiariser (ou de se refamiliariser) avec des concepts fréquemment utilisés en économie régionale tels : les économies d'agglomération, le coefficient de concentration ou le quotient de localisation, le pôles de développement, les grappes industrielles, les milieux innovateurs, l'analyse *shift-share*, la théorie de la base économique, la centralité et combien d'autres. Autant d'éléments utilisés pour, en fait, répondre à une interrogation fondamentale que les auteurs considèrent comme étant à la base de leur ouvrage : le progrès économique est-il possible sans la transformation continue des paysages et des modèles de peuplement ? À quelques jets de pierres de la frontière avec le Vermont, le mont Pinnacle offre un bel exemple de ce que ne peut être précisément le progrès économique. Les auteurs en conviendraient sûrement. Si leur volume a pour cible, à n'en pas douter, les étudiants d'économie et de géographie, il intéressera également les praticiens ou intervenants, fonctionnaires comme consultants avec ou sans bagage académique relié à l'économie ou à la géographie. Libre à certains de sauter les passages qui leur paraîtront un tantinet trop théoriques.

Pour les lecteurs d'*O&T*, ce sont les chapitres 5, 6, 7 et 8 qui, à mon avis, les intéresseront le plus. Ils se rapportent aux disparités régionales et aux efforts théoriques et pratiques pour y apporter autant que faire se peut des correctifs. Pour nos amis de l'INRS-Urbanisation, Culture et Société, expliquer pourquoi les habitants de certains territoires sont plus riches que d'autres demeure l'un des grands défis de la science économique. D'autres diraient que l'explication n'est pas difficile à trouver, le véritable défi consistant plutôt à améliorer le sort des plus démunis sans porter préjudice aux plus favorisés. En se positionnant à l'échelle des pays et des peuples, ils signalent l'existence de facteurs culturels et institutionnels susceptibles de jouer un rôle fondamental dans l'explication des différents niveaux de développement. En conséquence, inutile de miser uniquement sur l'apport d'investissements massifs en capital physique. C'est pourquoi, comme ils le signalent, on peut toujours souhaiter transformer Haïti en un Japon ou en une Suède, on ne sait pas vraiment comment y arriver. À l'échelle des régions, l'interrogation existe également : com-

ment stimuler la croissance des régions qui n'ont pas de grands centres urbains ? Un début de réponse se trouve dans un renvoi vers le chapitre 8 où il est question de modèles de développement local. Mais, on le sait, de la théorie à la pratique il peut y avoir tout un monde.

Dans le chapitre 6 intitulé *Développement polarisé et disparités régionales*, les auteurs mettent en garde contre la confusion entre deux types d'inégalités : celles se rapportant à la répartition spatiale du bien-être des particuliers et celles qui résident dans la répartition spatiale des activités économiques et des populations. C'est à ces dernières qu'on se réfère en évoquant un développement dit polarisé. Quant aux premières, elles peuvent faire l'objet de réajustements via des politiques de redistribution de revenu, et c'est bien ce qui se fait au Québec. Pour les secondes, comment ne pas être d'accord avec les auteurs : on n'y peut rien. Ils donnent l'exemple du Cantal (et son fromage) qui ne sera jamais l'équivalent de Paris (avec tout ce qu'elle a), tout comme la Gaspésie ne peut rêver d'avoir un jour une population de l'importance de celle de Montréal. Comme modèle d'ajustement régional, les auteurs offrent au lecteur celui de l'économiste ontarien Tom Courchesne, bien connu pour avoir, dans les années 1980, proposé une réforme constitutionnelle que ne reniait pas Claude Ryan et son Livre beige. Ici, celui qui s'est aussi prononcé en faveur de la dollarisation (US, il va sans dire) de l'économie canadienne ne présente rien de bien révolutionnaire, tout au contraire. Il s'agit tout simplement du modèle néo-classique, toujours défendu au Québec par une de nos légendes en matière d'économie régionale, Fernand Martin². Ce n'est pas compliqué : les disparités régionales disparaîtront à la faveur de la migration des populations. Que les Gaspésiens migrent tous vers Montréal et on ne parlera plus de disparités. N'est-ce pas ce qu'ont fait les Québécois au milieu du XIX^e siècle en migrant en masse vers les filatures de la Nouvelle-Angleterre ? Beau modèle ! Avec raison, Polèse et Shearmur signalent les obstacles à une telle migration. Il s'agit d'entraves à la mobilité qui prennent la forme de facteurs culturels ou psychologiques, l'éloignement n'étant pas uniquement une question de distance géographique. Ils signalent également le rôle exercé ces dernières années par les changements technologiques. Ces derniers accentuent les disparités régionales. En effet, les diminutions dans les coûts de transport et des commu-

nications favorisent la centralisation des activités de production. Ainsi, si le rythme d'ajustement des populations est moins rapide que celui du progrès technique, il faut alors s'attendre à une augmentation des disparités régionales. Celles-ci ne disparaîtront donc pas par les seules vertus de l'intégration économique (libre jeu du marché). Si les uns semblent accepter les disparités régionales comme une fatalité, d'autres, identifiés comme « progressistes » (certains collaborateurs à O&T par exemple), optent pour des politiques interventionnistes ou volontaristes. Pour leur part, les auteurs avouent candidement leur impuissance en affirmant ne pas connaître d'autres modèles que ceux qui ont fait leurs preuves par l'absurde, soit ceux mis en œuvre dans les anciennes économies collectivistes de type soviétique.

Mais comme ils ne peuvent éviter de parler des politiques d'action régionale, ils sont conduits à critiquer, dans le chapitre 7, les primes à la localisation dont l'inefficacité n'est pas à démontrer. On ne modifie pas la géographie économique d'un pays avec des subventions. Il ne faut pas, par ailleurs, trop miser sur les investissements en infrastructures publiques (des aéroports dans le désert...). Pour ce qui regarde les transferts de revenus, doit-on se réjouir de leurs effets désincitatifs à la migration ? Ici cependant, les auteurs font une mise en garde contre le syndrome de la dépendance qui caractérise les populations habituées à vivre de la générosité de l'État.

Vient un surprenant chapitre 8 : *Politiques de développement régional*. Ma tasse de thé³. Surprenant ? Non, quand on pense que Mario Polèse, avec son compagnon d'armes du début des années 1980, William Coffey, fut rien de moins qu'un pionnier en matière de développement local, à tout le moins au Québec, sinon à l'échelle internationale. Surprenant, oui, car depuis plus de quinze ans notre auteur avait apparemment perdu la foi envers cette approche de développement dite aussi « par le bas » ou endogène. J'en veux pour preuve un chapitre d'un livre publié il y a une dizaine d'années où il avouait qu'il ne se faisait pas grand chose en matière de développement local (ce qui n'était pas faux à l'époque), tout en s'en prenant aux travaux du Groupe européen de recherche sur les milieux innovateurs (GREMI) et à nul autre que son principal porte-étendard, notre ami Denis Maillat. Or, ici, le ton est tout à fait différent et on ne peut plus concilier avec un clin d'œil à une autre de

nos amis, Bernard Pecqueur, qui a droit à une reproduction de son schéma sur le réseautage des PME publié en 1989. *Born again local development fan?* Pourquoi pas ? Rebienvenue dans le club! Et comment ne pas être d'accord quand on lit que le développement local est avant tout un idéal. C'est un développement autonome, écrivent-ils, où les localités peuvent agir elles-mêmes afin de générer du développement, sans dépendre d'une manne extérieure et affranchie en partie des aléas du système économique. À faire lire absolument par les gens de Chandler. On imagine ce que Polèse et Shearmur pourront ajouter lorsqu'on en saura plus sur les retombées véritables de la Politique nationale de la ruralité et de l'action des Conférences régionales des élus (tant décriées par les représentants de la société civile si chère à notre Gérald Larose national).

On trouve dans ce chapitre – dont la lecture ne fait appel à aucun modèle à courbes qui se croisent (c'est ainsi que des étudiants désabusés ont déjà défini la science économique) – un cadre d'analyse se rapportant aux concepts de concertation, de partenariat, de réseaux d'interaction, de maillage et autre synergie. Le développement local se justifie par les insuffisances du mécanisme du marché : une économie avec le marché et non à la traîne du marché. Les pages se rapportant à la promotion de l'entrepreneuriat local s'avèrent aussi pertinentes qu'intéressantes. Il en est de même pour la section traitant des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) qui ne rendent pas moins nécessaires les rencontres entre quatre yeux où se fait le vrai business. Et bien sûr, que le lecteur se rassure, nos auteurs n'allaient pas faire tout un chapitre sur le développement local sans évoquer l'incontournable concept de « capital social ». Si les Québécois des années 1960 ont connu le crédit social, ceux d'aujourd'hui sont gavés au « capital social ». Que ferait-on sans cette forme de capital qui prend les apparences d'une « ligue du vieux poêle » à l'échelle locale ?

Ce fort intéressant chapitre se termine (comme le livre a commencé) par une interrogation dont la réponse est laissée au lecteur : comment libérer les énergies du milieu, comment laisser à chaque collectivité locale la possibilité de s'organiser selon des priorités et ses moyens propres sans, en même temps, diminuer

les moyens d'intervention et de redistribution de l'État national ?

La troisième et dernière partie de l'ouvrage, *La localisation de l'activité économique*, comprend trois chapitres dont la teneur théorique pourrait rebuter le lecteur moins aguerri, ce qui ne les rend pas pour autant moins intéressants, il va sans dire. En conclusion générale, les auteurs proposent un espace économique en mutation à l'aide d'un schéma comprenant une aire de décentralisation, une aire de déconcentration, une localité rurale, un pôle régional, une ville moyenne, une grande ville, des parcs industriels, des centres de recherche, des banlieues, etc., le tout étant bien sûr en interrelation. En imaginant, à partir de cet ensemble de variables économiques, un processus de développement, les auteurs terminent par une dernière question qui, en fait, se veut un constat : demander pourquoi une ville ou une région réussit mieux qu'une autre alors qu'elles partagent des éléments de taille, de localisation et de structure industrielle semblables revient à s'interroger sur les fondements du développement économique et du développement local.

Le lecteur, en présence des nombreuses questions soulevées tout au long de l'ouvrage, ne trouvera pas toujours une réponse claire et nette. C'est impossible. Cependant, les auteurs lui fournissent les éléments pour l'aider à trouver ses propres réponses. C'est déjà beaucoup. ■

André Joyal

Université du Québec à Trois-Rivières

Notes et références

- ¹ Expression utilisée par un ancien premier ministre du Québec à l'aube de la Révolution tranquille.
- ² Professeur émérite de l'Université de Montréal et co-auteur du fameux rapport Martin-Higgins-Raynaud, publié en 1970, qui recommandait de mettre tous les œufs du développement régional dans le panier de Montréal.
- ³ Mon ouvrage *Le développement local : comment stimuler les régions en difficulté* se trouve parmi les lectures recommandées.